Accès à l'information

L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton): Monsieur l'Orateur, je remercie tout d'abord le ministre de ses mots aimables et je le prie tout de suite de ne pas se sentir directement visé par des observations qui pourraient paraître désagréables. Je pense que, lorsque le ministre a fait sa déclaration au printemps de 1981, lorsque la présentation du bill gouvernemental a été annoncée à l'immeuble de la Presse, le ministre parlait autant en son nom propre qu'en celui du gouvernement lorsqu'il a présenté et inscrit au *Feuilleton* pour la première lecture le bill d'accès à l'information—lequel était nettement supérieur à celui dont nous avons été saisis aujourd'hui. Cela, il fallait le dire, et j'ai tenu à le faire.

Cela n'excuse en rien la position du gouvernement sur certains points. Il ne faut d'ailleurs pas en conclure que le bill C-43 était le fin du fin, en fait d'accès à l'information, lorsqu'il a été présenté. Il n'en était rien, mais c'était un début prometteur. C'est ainsi que je l'envisageais, à cette époque-là, pour un gouvernement libéral. De fait, il était étonnant pour un gouvernement libéral. En rentrant chez moi ce soir-là j'ai lu le projet de loi et j'en croyais à peine mes yeux—je l'ai d'ailleurs dit à ma femme. Quand j'ai entendu M. Ged Baldwin lui attribuer la cote B plus, j'étais prêt à en convenir avec lui jusqu'à ce que l'on se mette à l'approfondir. La cote a alors un peu fléchi, mais à mon avis, il obtenait encore au moins un B. Malheureusement certaines choses survenues durant les audiences du comité m'ont vivement inquiétées. Elles ont également inquiété les Canadiens je crois.

• (1540)

Comme le ministre l'a dit, ce projet de loi est très important, mais ce n'est qu'un début. Voilà de quoi il s'agit en l'occurrence.

Je voudrais tout d'abord rendre hommage aux témoins qui ont comparu devant notre comité et qui ont tellement contribué à perfectionner le projet de loi sous de nombreux rapports. Je dois rendre hommage au groupe «Access», principal responsable de l'insistance manifestée pour la liberté d'information et qui a fait cause commune avec M. Ged Baldwin. Je crois que par l'orientation qu'il a donnée au secteur privé, il y a attiré des gens qui s'y intéressaient depuis de nombreuses années, mais qui avaient besoin d'un point de ralliement. Le groupe Access le leur a fourni.

Nous avons entendu des représentants de la Social Science Federation of Canada, de l'Association canadienne des professeurs d'université, de la Canadian Library Association, de la Fédération canadienne des enseignants, du National Action Committee on the Status of Women, de la Canadian Civil Liberties Association, de l'Association canadienne des éditeurs de quotidiens, du Congrès du travail du Canada, du Centre for Investigative Journalism, de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, de la Writers Union of Canada et de très nombreuses autres associations s'intéressant à tous les aspects de la question de la liberté d'information.

Les membres de toutes ces organisations devraient se féliciter qu'on nous ait permis—c'était plus ou moins la carte forcée—vu la dernière longue fin de semaine et l'important événement qui aura lieu à 8 heures ce soir—de faire franchir l'étape du rapport et la troisième lecture à un projet de loi qui marque un tournant dans l'histoire législative de notre pays. Pour cette mince faveur, pour cette demi-journée qui a débuté à 3 h 15 et

doit prendre fin à 5 h 45, je tiens à exprimer la très vive reconnaissance de tous les Canadiens qui s'intéressent à la liberté d'information et qui ne veulent pas qu'on dissimule les faits.

Il y a quelqu'un d'autre à qui je tiens à rendre hommage. À mon avis, nous ne serions pas en train d'étudier le bill C-43 ou n'importe quel autre bill sur l'accès à l'information si ce n'était de l'initiative d'un représentant de ce côté-ci. J'ose espérer que la Chambre reconnaîtra avec moi qu'alors qu'il était premier ministre du Canada, le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), l'actuel chef de l'opposition, a considérablement fait avancer la cause de la liberté d'information. En tant que premier ministre et chef du gouvernement, il a pris l'initiative de cette mesure de liberté d'information et de transparence. C'est moi qui, à l'époque, avais parrainé le bill, et à l'instar de mes collègues du cabinet d'alors, je puis témoigner de l'importance qu'il a accordée à toute cette question.

Ce n'est pas par hasard qu'à l'automne de 1979, le bill portait sur la liberté d'information, alors que celui-ci porte sur l'accès à l'information. Ce n'est pas exactement la même chose. Je tenais à le dire car bien souvent l'apport des hommes politiques est vite oublié dès qu'ils ont quitté le pouvoir. C'est le premier ministre de l'époque qui, en 1979, a donné son accord personnel à ce projet de loi et a fait preuve de leadership au sein du gouvernement en le soutenant.

Quel en a été le résultat? Excellent. Dans le discours du trône qui a inauguré la première session de la 32^e législature, le gouvernement sous la direction du très honorable premier ministre (M. Trudeau) a annoncé la présentation d'un bill sur l'accès à l'information. Je ne pense pas qu'il en aurait même été question dans le discours du trône si nous n'avions pas posé les jalons en 1979. C'est grâce à l'initiative du gouvernement précédent que le gouvernement a présenté le bill. Je me rappelle lorsque le ministre des Communications (M. Fox), qui était également secrétaire d'État à l'époque, a présenté le bill dans le cadre d'une conférence de presse. J'ai eu l'honneur d'y assister et de parler du bill, après la conférence de presse et depuis la rangée du fond de l'auditorium. Je me souviens que le ministre se congratulait à coups de grandes tapes dans le dos—acte justifiable, je crois, compte tenu de la coutume de son parti—au point qu'il a failli se disloquer l'épaule. Quoi qu'il en soit, le projet de loi existait désormais, ce qui n'aurait pas été le cas n'eût été du fait que le gouvernement s'était rendu compte des soupçons, de la méfiance et du cynisme que la population nourrissait à son égard. Les citoyens ont l'impression que le gouvernement vit en vase clos et que les gens qui règlent les factures n'y ont pas accès. Les affaires du gouvernement semblent revêtir un caractère secret, et la loi sur l'accès à l'information relèverait une partie du voile. Je crois que le gouvernement s'en est rendu compte. De toute évidence, il a procédé à quelques sondages. Voilà pourquoi ce projet de loi a vu le jour.

Toutefois, les amendements proposés à la toute dernière minute reflètent le cheminement du bill. L'article 68 traite des renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine, sans qu'on sache trop bien ce qu'il faut entendre par là. Avec cette disposition, les documents du cabinet ne risquent plus d'être soumis à un examen judiciaire pour qu'on détermine s'il existe une raison quelconque—une raison valable de temps à autre—